

M A L I

EVALUATION DIAPER II/2
&
PROGRAMMATION DIAPER III/3



Bamako, Février 1990

I Evaluation de la deuxième année de DIAPER II au Mali

1) Les enquêtes permanentes:

Les rapports annexés:

a) Etat d'exécution du Projet Diagnostic Permanent pour la sécurité alimentaire - Phase II - Enquête de conjoncture

b) Rapport d'activités 1989-1990
Programme d'activités 1990-1991 de l'OMBEVI

font apparaître l'état d'avancement des travaux au niveau de:

- l'enquête agricole de conjoncture (DNSI/DNA) et
- du suivi du marché à bétail.

Dûs à des arrivées tardives des fonds, les travaux de la DNE au niveau du suivi des troupeaux ne viennent que de commencer et un état de la situation ne peut pas encore être fait.

2) Situation financière des enquêtes permanentes

2.1 EAC

Le budget de 16.692.000 F CFA sera entièrement dépensé et en grande partie justifié jusqu'à la fin de la deuxième année (30 Avril 1990).

Il n'est donc pas prévu de générer un reliquat reprogrammable en 3ème année.

2.2 Suivi de troupeaux (DNE)

Sur le budget de 5.710.000 F CFA, ont été mis à la disposition de la DNE jusqu'à présent 4.000.000 F CFA. Ces fonds seront entièrement utilisés jusqu'au 30 Avril 1990.

Le reliquat de 1.710.000 sera en grande partie (1.635.000 F CFA) reprogrammé pour une utilisation en troisième année permettant ainsi la continuation des enquêtes zootechniques dans les régions de Ségou et de Sikasso.

2.3 Suivi des marchés à bétail (O.M.BE.VI)

L'O.M.BE.VI utilisera jusqu'au 30 Avril 1990 5.000.000 F CFA sur un budget de 5.500.000 F CFA.

Le reliquat de 500.000 F CFA sera reprogrammé en année 3 pour compléter le budget programmé en total de 5.000.000 F CFA.

3 Les opérations pilotes

La situation des deux opérations pilotes Stocks paysans et Enquête consommation des céréales en milieu rural est la suivante:

- l'opération enquête stocks paysans a été effectuée et les résultats ont été intégrés dans le bilan céréalier prévisionnel 1989/90.

Ces fichiers devraient être encore épurés et une analyse plus fine devrait permettre de mieux interpréter les résultats de cette opération.

- l'enquête consommation a débuté en Février avec la formation des enquêteurs. Elle durera un an et dépassera donc l'année deux de DIAPER II pour laquelle elle était initialement programmée.

II Programmation DIAPER II/3

Les trois activités permanentes

- 1) - EAC
- 2) - Suivi des troupeaux
- 3) - Suivi de marchés à bétail

seront reprogrammés entièrement en 1990.

Le suivi de troupeau fonctionnera sur les fonds reprogrammables de la deuxième année (1.635.000 F CFA) complétés par un appui de l'OSCE (2.045.000 F CFA) totalisant un budget de 3.680.000 F CFA. Le suivi des marchés à bétail se limitera à un budget de 5.000.000 F CFA se composant de 4.500.000 F CFA de programmation troisième année complétés par le reliquat de 500.000 F CFA de l'année deux.

L'EAC a été complétée par le volet enquête stocks paysans, opération pilote de deuxième année, devenue partie intégrante de l'enquête permanente en troisième année.

Le projet de budget devrait par ailleurs tenir compte de l'incidence du retrait du financement PADEM du côté DNSI. (budget prévisionnel de 19.456.500 F CFA)

4)- Recensement du cheptel

Si les conditions nécessaires et suffisantes pour un démarrage opérationnel de l'enquête peuvent être réunies avant le 15 Février, le DIAPER devrait mettre à la disposition de cette opération avant le 30 Avril 1990 42.811.000 F CFA et programmer l'utilisation de 17.189.000 F CFA pour l'année 3.

Etant donné que l'opération est relativement lourde et que le financement complémentaire de 30 millions de F CFA n'est pas encore assuré, le report de cette opération en année 3 et 4 du DIAPER II paraît indiqué.

5) - Opérations pilotes

Des propositions pour deux opérations pilotes à discuter avec l'ECA central seront faites ultérieurement.

Ministère de l'Agriculture

République du Mali

Direction Nationale de l'Agriculture

Un Peuple - Un But - Une Foi

Division Statistiques Agricoles

Etat d'Exécution du Projet
Diagnostic Permanent pour la sécurité alimentaire
Phase II - Enquête de conjoncture

8 janvier 1989

I INTRODUCTION

Le document se propose de présenter brièvement le système de collecte des données agricoles initié par les autorités du Mali notamment de celles relatives aux superficies cultivées par culture, les rendements et les productions agricoles en tenant compte des critères: fiabilité et disponibilité à temps opportun des informations.

Le système intitulé "enquête agricole de conjoncture DNA/DNSI" découle des recommandations pertinentes du premier séminaire national organisé en avril 1986 sur les données statistiques qui a fait le diagnostic complet de la situation qui était caractérisée par une dualité des résultats d'enquêtes et un cloisonnement de l'information en général.

Depuis la campagne 1986/87, grâce à l'appui du Projet Diagnostic Permanent et d'autres bailleurs de fonds, la DNA et la DNSI exécutent conjointement des actions de programmation de collecte et d'exploitation des données du secteur agricole.

L'apport financier du "DIPER" a surtout servi pour l'essentiel au renforcement institutionnel de la DNA à travers sa Division Statistiques Agricoles et des Directions Régionales de l'Agriculture.

A la fin de la phase I du Projet DIAPER en 1987/88, au vu des résultats encourageants la nécessité s'est imposée de poursuivre l'opération en diversifiant au besoin les activités afin de mieux cerner d'autres aspects de la sécurité alimentaire.

Au cours de la 2ème année en 1989/90, le Mali a entrepris l'exécution de deux projets pilotes annexes à savoir:

- l'évaluation des stocks paysans de céréales
- l'enquête sur la consommation céréalière notamment en milieu rural.

Ce document élaboré à l'attention de la mission d'évaluation à mi-parcourt du Projet DIAPER II fait le point de l'état d'exécution des activités notamment dans le domaine de l'enquête conjointe DNA/DNSI.

II ETAT D'EXECUTION DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE

1.0 Bref rappel des caractéristiques générales et de son organisation

L'enquête de conjoncture a une couverture nationale. C'est une enquête par sondage composée de 502 sections d'énumération (SE), soit 2500 exploitations agricoles environ. L'agriculture péri-urbaine et les domaines aménagés des opérations de développement rural, constituant le secteur moderne, sont exclus du champ de l'enquête.

Elle vise principalement à collecter au cours d'une campagne les données sur les superficies cultivées par culture, les rendements des cultures, l'effectif du cheptel et les prix agricoles. Un volet extrêmement important y a été inséré depuis 1986/87, celui de la prévision de la production céréalière dans le cadre du système d'alerte précoce.

La collecte proprement dite se fait au cours de trois passages des équipes d'enquêteurs au niveau des exploitations agricoles. Une équipe est constituée de deux enquêteurs souvent un de la DNSI et un agent agricole de l'Agriculture.

Le premier passage a lieu de la période de mise en place des parcelles de cultures au 5 septembre. L'enquêteur procède au recensement, à la pose des carrés de rendement et à l'interview des producteurs pour le remplissage des modules de 1ère prévision des récoltes.

Le 2ème passage se déroule du début septembre au 15 octobre, date de la 2ème prévision des récoltes. L'enquêteur achève ses mesures de parcelles, de pose de carrés et remplit les modules de la 2ème prévision.

Le 3ème passage suit le 2ème jusqu'à la fin des récoltes et pesée des récoltes des carrés de rendement (janvier par exemple pour le riz inondé).

La collecte est toujours précédée par des séances de formation des enquêteurs qui sont animées par les Directions Régionales du Plan et de la Statistique.

Elle débutait à partir du 1er août. Le séminaire d'avril 1989, sur l'évaluation de l'enquête conjointe ayant regroupé l'ensemble des intervenants nationaux et régionaux impliqués, a recommandé le démarrage plus tôt en juillet. Ainsi la formation en 1989/90 s'est déroulée selon les régions de juin à juillet et les opérations de collecte ont débuté en juillet et août en fonction de la physionomie de la campagne agricole.

1.1. Moyens mis en oeuvre

L'exécution du programme d'enquête au cours des deux campagnes 1988/89 et 1989/90 nécessitait un effectif de 204 enquêteurs dont 160 à fournir par les structures de l'agriculture. En réalité, des effectifs plus réduits ont été déployés tel qu'il ressort du tableau ci-dessous. Hormis les moyens de déplacement propres aux opérations de développement rural pour l'équipement de leurs enquêteurs 54 et 51 mobylettes camico ont été utilisées respectivement en 1977/89 et 1989/90 (cf tableau ci-dessous).

Structures concernées	nombre d'enquêteurs		nombre de mobylettes	
	1988/89	1989/90	1988/89	1989/90
DRA Kayes	8	11	10	7
DRA Koulikoro	5	5	5	5
DRA Ségou	19	21	18	18
DRA Mopti	30	33	16	16
DRA Tombouctou	9	11	-	0
DRA Gao	19	19	5	5
ODIK	7	7		
ODIPAC	14	14		
CMDT	0	0		
ODIB	0	0		
OHV	5	9		
Totaux	118	130	54	51

La non intervention de la CMDT à hauteur d'une quarantaine d'enquêteurs a provoqué un accroissement des effectifs à la DRA de Ségou au détriment du programme de vulgarisation et de la taille de l'échantillon enquêté

par agent dans la zone couverte par cette structure. Ainsi le nombre d'exploitations agricoles par équipe est passée de 4 SE en moyenne à 7 ou 8 SE.

La DNSI a utilisé 44 enquêteurs et 38 contrôleurs au cours de ces deux campagnes.

La supervision a été assurée par l'équipe nationale DNA-DNSI-IER et les Directions Régionales du Plan et de la Statistique et de l'Agriculture. S'agissant des mobylettes, 30 ont été acquises en 1988/89. Les autres sont âgées de 3 à 4 campagnes. Le parc total des mobylettes achetées sur les fonds DIAPER phases I et II, OSCE et USAID est 59 depuis 1986/87. Ce parc mérite d'être renouvelé pour le bon déroulement de l'enquête au cours de la campagne 1990/1991 car un engin du type de ce qui est utilisé dans des conditions de terrain extrêmement difficiles ne peut fonctionner correctement que pendant deux campagnes.

La différence de 8 mobylettes représente celles qui sont hors d'usage. Les matériels techniques sont essentiellement fournis par la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

Il faut signaler en outre l'acquisition en 1989 d'un micro-ordinateur Bull, don de l'OSCE dans le cadre du renforcement de la Division Statistiques Agricoles en moyens de traitement et de stockage des données. Cet outil très précieux s'ajoute à une liste déjà longue d'efforts consentis par cet organisme en faveur de la DNA entre autres la machine photocopieuse et deux machines à calculer.

1.2. Résultats

Au cours de la campagne agricole 1988/89, la prévision de la production céréalière en septembre a été de 2.428.299 tonnes (toutes céréales confondues) dont 286.697 tonnes de riz paddy. Le bilan prévisionnel qui en a résulté s'est soldé par un excédent de 671.515 tonnes.

Ce bilan actualisé à partir des résultats définitifs de l'enquête indique un solde excédentaire de 469.706 tonnes. Les chiffres estimatifs de production céréalière globale est de 2.194.839 tonnes dont 287.797 tonnes de riz paddy.

Quant à la campagne 1989/90, elle est moins bonne que celle de 1988/89. La production céréalière prévisible est de 2.151.380 tonnes dont 328.870 tonnes de paddy. Le solde prévisionnel du bilan céréalier est excédentaire de 560.153 tonnes dont 124.416 tonnes de riz.

Le bilan céréalier est le résultat d'un travail de groupe pluridisciplinaire au sein du Comité National d'Actions d'Urgence et de Réhabilitation (CNAUR). Les chiffres de prévision de récoltes et les chiffres définitifs rentrent pour une bonne part dans le processus d'établissement du bilan céréalier. Il se révèle être un élément de gestion de la situation alimentaire du pays pour les décideurs politiques et administratifs.

La disponibilité à temps opportun des données et surtout la fiabilité à laquelle l'on est parvenu ne constituent pas leurs seuls acquis du système de collecte mis en oeuvre bien que ceux-ci soient fondamentaux. D'autres aspects méritent d'être pris en considération. Dans ce cadre l'on ne cessera pas de mettre l'accent sur l'excellence de la collaboration entre les deux structures cooresponsables et les autres

partenaires et une certaine maîtrise de la science statistique par l'encadrement technique agricole grâce à la formation dispensée sur le tas même si des efforts restent encore à faire à ce niveau. L'enquête agricole a également permis des économies d'échelle par la mise en commun des moyens existants au niveau de la DNA et de la DNSI. Elle a de par la fiabilité des résultats procurés des économies à l'état au niveau économique ou contribué à la préservation du pouvoir d'achat des producteurs car un bilan a toujours des implications au niveau des prix qui lui est fonction de l'offre et de la demande. Les résultats de l'enquête permettent l'évaluation de l'état de la mise en oeuvre de la stratégie alimentaire et la planification du développement agricole.

1.3. DIFFICULTES ET PROBLEMES

L'enquête agricole de conjoncture rencontre des difficultés certaines pour son exécution. Celles-ci sont essentiellement d'ordre humain, matériel, financier et aussi technique.

Au cours de ces deux campagnes l'on n'a pas disposé du personnel d'enquêteurs suffisant pour la collecte. Ceci a naturellement une incidence sur le délai d'acheminement des résultats notamment ceux de la première prévision. Malgré tout il a été constaté une amélioration de cette situation en 1899/90 par rapport à 1988/89.

Un accent reste encore à mettre sur la qualité de la formation surtout si l'on place dans la perspective d'une responsabilisation pleine et entière de la DNA à terme dans la conduite de l'enquête agricole la DNSI n'apportant alors que l'assistance technique nécessaire.

La faiblesse du niveau du financement accordé par le DIAPER et de surcroît la lourdeur du système de déblocage des fonds sont des handicaps à la poursuite normale du projet. Nous devenons encore plus pessimistes pour l'avenir immédiat face à la décision d'arrêt de tout achat de matériels au cours des 3ème et 4ème années. Cette année déjà par manque de fonds pour l'achat de carburant pour les mobylettes de sérieuses inquiétudes subsistent sur la qualité des résultats des carrés de rendement. Toutefois des décisions locales ont été prises par les Directions Régionales pour éviter le pire.

Le budget du DIAPER qui ne représente en fait qu'un appui à l'Agriculture est fixé à 19.290.000 FCFA en 1988/89 et 16.767.000 en 1989/90.

L'insuffisance et la vétusté du matériel d'équipement des enquêteurs.

La supervision nationale reste confrontée à l'absence de moyens de déplacement appropriés. En tout état de cause elle est insuffisante. Cette tendance devra être rapidement renversée si l'on ne veut pas perdre les acquis constitués.

La supervision régionale, doit être également renforcée en mettant à la disposition des coordonnateurs des motos individuelles car le seul véhicule de la Direction Régionale du Plan et de la Statistique ne permet pas une couverture rapide de l'ensemble d'une région.

Sur le plan technique la période d'enquête ne couvre en fait que les cultures de saison d'hivernage alorsqu'une enquête agricole annuelle devrait s'étendre sur les cultures de décrues, de contre saison notamment le maraîchage et éventuellement les cultures fruitières. Cette lacune

rend difficile l'évaluation de la politique d'autosuffisance et de sécurité alimentaire du pays. Ce problème est à la fois méthodologique et financier.

IV- ENQUETE CONSOMMATION DE CEREALES EN MILIEU RURAL

Cet autre projet pilote régional qui a pour objectif de déterminer la consommation de céréales par habitant en milieu rural sédentaire n'a pas encore démarré. Les dispositifs sont pris pour ce début d'année en Janvier. Les résultats de cette enquête devront également améliorer le bilan céréalier.

V - CONCLUSION

L'enquête agricole conjointe DNA/DNSI a obtenu des résultats très encourageants qui ont incontestablement amélioré la qualité des bilans céréaliers au cours des dernières années. Ceci a eu des effets positifs sur l'économie du pays dans son ensemble et sur la sécurité alimentaire des populations. Mais elle rencontre de plus en plus des difficultés sérieuses dans son fonctionnement auxquelles il convient de trouver des solutions urgentes et adaptées. Ces difficultés résultent pour l'essentiel de l'insuffisance des moyens des deux directions nationales impliquées et de la faiblesse des apports extérieurs.

Cet appel prend tout son sens lorsque l'on se place dans la perspective de l'arrêt de tout achat de matériels au cours des prochaines années par le DIAPER, le principal bailleur de fonds de l'Agriculture, et dans le cadre de la diversification des activités.

Pièces jointes :

- Bilan céréalier prévisionnel campagne 1988/89
- " " actualisé 1988/89
- " " prévisionnel 1989/90

BILAN CEREALIER PREVISIONNEL POUR L'ANNEE 1988-1989

en Tonnes

DESIGNATION DES POSTES	RIZ	AUTRES	TOTAL
A) Ressources :			
Production brute	286.697	2.141.602	2.428.299
Production nette de pertes			
semences	146.215	1.811.321	1.957.536
Stocks disponibles			
Stock outil OPAM	12.202	4.173	16.375
Stock ODR, DNA, COOP. et ON	-	-	-
Stock ONG	194	2.071	2.265
Stock commerçants grossistes	8.331	718	9.049
Stock S.N.S.	-	25.957	25.957
Autres stocks paysans et privés	P.M.	P.M.	P.M.
TOTAL RESSOURCES	166.942	1.844.240	2.011.182
B) Besoins			
Besoins alimentaires	200.300	1.137.700	1.338.000
Niveau stock S.N.S.	-	58.500	58.500
Stock Minimum OPAM	15.000	5.000	20.000
Autres stocks paysans et privés	P.M.	P.M.	P.M.
TOTAL BESOINS	215.300	1.201.200	1.416.500
C) Solde campagne			
Importations privées (blé)		20.000*!	20.000
Aides extérieures	2.833	-	2.833
D) Solde final	- 45.525	663.040	617.515

* blé pour les GRANDS MOULINS du MALI

Source : Cellule de prévision et d'évaluation du CNAUR

PROJET DE BILAN ACTUALISE 1988-1989

en Tonnes

DESIGNATION DES POSTES	RIZ	AUTRES	TOTAL
A) Ressources :			
Production brute	287.797	1.907.033	2.194.830
Production nette	146.776	1.611.260	1.758.036
Stocks disponibles au 1/10/88	20.727	32.919	53.646
TOTAL RESSOURCES	167.503	1.644.170	1.811.682
B) Emplois			
Besoins alimentaires	200.300	1.137.700	1.338.000
Niveau stock S.N.S.	-	58.000	58.000
Autres stocks paysans	P.M.	P.M.	P.M.
TOTAL EMPLOIS	200.300	1.195.700	1.396.000
C) Solde campagne	- 32.797	+ 448.479	+ 415.682
D) Couverture reliquats de besoins			
Importations privées	14.165	13.568	27.733
Aides extérieures	12.330	13.961	26.291
TOTAL COUVERTURE	26.495	27.529	54.024
D) Solde net	- 6.302	+ 476.008	+ 469.706

PROJET DE BILAN CEREALIER PREVISIONNEL 1989/90 AU 30/09/89

en Tonnes

DESIGNATION DES POSTES	RIZ	AUTRES	TOTAL
A) Ressources :			
Production brute	328.870	1.822.510	2.151.380
Production nette	167.710	1.538.550	1.706.260
Stocks disponibles	61.306	430.994	492.300
Stock OPAM	10.712	4.186	14.898
Stock ODR, DNA, COOP. et ON	23.415	14.795	38.210
Stock ONG et PAM	-	5.323	5.323
Stock commerçants grossistes	2.194	29.033	31.227
Stock S.N.S.	-	54.505	54.505
Stocks paysans	24.985	323.152	348.137
TOTAL RESSOURCES	229.016	1.969.544	2.198.560
B) Besoins			
Besoins alimentaires	206.200	1.171.400	1.377.600
Niveau stock S.N.S.	-	58.000	58.000
Stocks.paysans	16.400	218.700	235.100
TOTAL BESOINS	222.600	1.448.100	1.670.700
C) Solde campagne	+ 6.416	+ 521.444	+ 527.860
Apports extérieurs confirmés	-	18.000	18.000
Aides extérieures	6.000	8.293	14.293
D) Solde final	+ 12.416	+ 547.737	+ 560.153

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT IIRAPPORT D'ACTIVITE 1989 - 1990 - PROGRAMME D'ACTIVITE 1990 - 19911. Rapport d'activité 1989 - 19901.1. Suivi des marchés à bétail1.1.1. Réalisations

Pour éviter une rupture dans la série des données collectées depuis un certain temps, le suivi des marchés à bétail s'est poursuivi durant la deuxième année de DIAPER II malgré le retard accusé dans la mise en place des fonds prévus à cet effet. Il a concerné les marchés de : Nioro, Nara, Kati, Bamako, Faladié, Sikasso, Bougouni, Segou, Niono, Boussin, Yolo, Gossi, Gao, Bilaly-Koïra, Ansongo et Bara.

A ceux-ci, on peut ajouter les marchés de Troungoumbé et Hombori dont le suivi a été moins régulier.

Les synthèses mensuelles des rapports des contrôleurs des foires et marchés à bétail ont été régulièrement publiées et transmises au chef de file et à l'animateur local du Projet.

1.1.2. Situation financière

Pour pallier le retard de la mise en place des fonds, le suivi des marchés à bétail a bénéficié d'un préfinancement de près de 3 millions de francs CFA. Ce préfinancement a permis d'assurer le carburant et les indemnités aux agents, l'achat de fournitures et les missions de supervision.

1.2. Recensement du cheptel national1.2.1 Réalisations

L'année 1989 a été essentiellement consacrée à la concertation entre les services nationaux impliqués dans le recensement du cheptel national. Cette concertation a permis de définir les objectifs de l'étude, sa méthodologie et son calendrier d'exécution.

Dans le cadre de la préparation du recensement, Mr. BRILLEAU de l'ECA centrale a effectué une mission au Mali du 13 au 17 Décembre 1989. Au cours de cette mission il a participé à une série de réunions avec les services impliqués dans le recensement pour discuter des objectifs, de la méthodologie, de l'organisation et du calendrier de l'enquête.

.../...

1.2.2. Situation financière

De Mai à Décembre 1989, le recensement du cheptel national n'a pas fait l'objet d'une demande de fonds en raison du fait que cette période a été consacrée seulement à la préparation.

En vue du démarrage de l'enquête, il est nécessaire de mobiliser 42.811.000 F CFA au titre de la deuxième année du projet et de programmer le reste du financement pour la troisième année.

Les fonds à mobiliser immédiatement au titre de la deuxième année du Projet se décompose comme suit.

• Formation	4.311.000
• Personnel	20.000.000
• Équipement	8.000.000
• Fonctionnement	10.500.000
	<hr/>
	42.811.000

2. Programme d'activité 1990 - 1991

2.1. Suivi des marchés à détail

Le suivi des marchés à détail devra être réalisé au cours de la 3^e année du DIARE II (1990 - 1991) conformément à la projection faite en Mars 1989 lors de la mise en programmation de la 2^e année.

Budget prévisionnel

• Carburant et entretien véhicule (supervision)	1.000.000
• Carburant mobylettes (340F x 10 x 20 l x 12 mois)	816.000
• Entretien mobylettes	300.000
• Fourniture de bureau	600.000
• Primes enquêteurs : 4.000 x 30 x 12	1.440.000
• Perdiem superviseurs 5.000 x 3 x 40 jours	600.000
• Perdiems chauffeurs : 1.500F x 60 jours	90.000
• Imprévus	454.000
<hr/>	
TOTAL	5.000.000

2.2. Recensement du cheptel national

Le recensement du cheptel sera achevé au cours de la 3^e année du projet. A cet effet, après avoir mobilisé 42.811.000 F CFA au titre de la 2^e année, le reste du financement, soit 17.189.000 F CFA devra être programmé pour la 3^e année.

.../...

Ces fonds se repartissent comme suit :

• Personnel	9.600.000
• Fonctionnement	3.500.000
• Traitement informa-	
tique	2.500.000
• Imprévus	1.589.000

TOTAL.....17.189.000

MALI : BUDGET PREVISIONNEL DIAPER II - 3ème Année (en francs CFA)

**I RENFORCEMENT SYSTEME COLLECTE STATISTIQUES AGRICOLES
ENQUETE DE CONJONCTURE DNA/DNSI
ENQUETE ESTIMATION DES STOCKS PAYSANS INTEGREE**

1 EQUIPEMENT

PM

2 FONCTIONNEMENT

2.1 Réparations mobylettes

DNA	Financement DIAPER:	20.000 F (forfait) * 40	800.000
DNA	Financement USAID :	20.000 F (forfait) * 15	300.000
DNA	Financement OSCE :	20.000 F (forfait) * 4	80.000
DNSI	Financement PADEM :	20.000 F (forfait) * 50	1.000.000

2.2 Enquêteurs

. Frais déplacement

DNA	10.000 f * 74 enq * 5 mois	3.700.000
DNSI	6.750 f * 54 enq * 5 mois	2.700.000

. Prime enquêteurs stocks paysans

5.000 f * 125 SE

625.000

. Fonctionnement mobylettes

DNA	20 l * 340 f * 74 mobylettes * 5 mois	2.516.000
DNSI	20 l * 340 f * 20 mobylettes * 5 mois	680.000

2.3 Contrôleurs

DNSI . Frais déplacement

10.000 f * 30 * 5 mois

1.500.000

. Prime enquête stocks paysans

1.000 f * 125 SE

125.000

. Fonctionnement mobylettes

15 l * 340 f * 30 mobylettes * 5 mois

765.000

. Carburant contrôleurs enq. stocks paysans

3 l * 340 f * 125 SE

127.500

sous-total fonctionnement

14.918.500

2.4 Supervision

2.4.1 Niveau Régional

. Frais déplacement superviseurs

DNA 1.000 f * 10j * 6 * 5 mois

300.000

DNSI 1.000 f * 10j * 7 * 5 mois

350.000

. Perdiem superviseurs enq. stocks paysans

5.000 f * 5j * 7 sup.

175.000

. Perdiem chauffeurs enq. agricole

3.000 f * 5j * 7 * 4 mois

420.000

. Perdiem chauffeurs enq. stocks

3.000 f * 5j * 7

105.000

. Carburant supervision enq. stocks paysans

200 km * 7 régions * 5 j * 20 l/100 * 340f

476.000

2.4.2 Niveau National

<u>Frais missions</u>	
5.000 f * 3 ing. * 10 j * 3 mois	450.000
<u>Frais transport</u>	
. Mission à Kayes	100.000
. Mission à Ségou/Mopti	260.000
. Mission à Gao/Tombouctou	230.000
. Mission à Sikasso	120.000
. Mission à Koulikoro + Haute vallée	100.000
<u>Perdiems chauffeurs</u>	
3.000 f * 60 j	180.000
<u>sous-total supervision</u>	3.266.000
<u>2.5 Fonctionnement bureau (forfait)</u>	300.000
<u>2.6 Papeterie, traitement et publication</u>	300.000
<u>Total Fonctionnement</u>	18.784.500
 <u>Enquête Stocks</u>	
Perdiem: 102 groupes * 2 enq. * 2 j * 500 f	204.000
Perdiem: 38 contrôleurs * 2 j * 500 f	38.000
Perdiem: 13 superviseurs * 2j * 5.000 f	130.000
<u>EAC</u>	
Forfait	300.000
 TOTAL I	19.456.500

Remarques: ce projet de budget tient compte de l'incidence du retrait du financement PADEM du côté DNSI et de la décision du FED de l'arrêt d'achat d'équipements en années 3 et 4 du projet.

<u>II COORDINATION IER</u>	2.000.000
 TOTAL I + II	21.456.500

III SYSTEME D'INFORMATION CONTINU DU SYSTEME ELEVAGE (DNE)

1	<u>SUPERVISION LOCALE</u>	
	1ère supervision (09/90) : 14 * 5 * 3.000 f	210.000
	2ème supervision (01/91) : 14 * 5 * 3.000 f	210.000
	<u>Total supervision</u>	420.000
2	<u>FORFAIT ENQUETEURS</u> jusqu'au 20/01/91)	
	45 * 2 * 6 * 2250 f	1.215.000
3	<u>FORFAIT ENQUETEURS</u> (du 1/1/91 au 30/04/91)	
	45 * 2 * 4 * 2250 f	810.000
	<u>Total forfait enquêteurs</u>	2.025.000
4	<u>MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUX</u>	220.000
5	<u>SUPERVISION DNE</u>	
	2 * 10 * 5.000 f	100.000
	1 * 10 * 1.500 f	15.000
	<u>Total supervision DNE</u>	115.000
6	<u>CARBURANT</u>	900.000
	TOTAL III	3.680.000

NB:

- a) les rubriques 1 et 2 (soit 1.635.000 F CFA) seront financés sur le reliquat de l'année 2
- b) il reste à rechercher pour l'année 3, le financement des rubriques 3, 4, 5 et 6 (soit 2.045.000 F CFA)

IV SUIVI DES MARCHES A BETAIL (OMBEVI)

Le suivi des marchés à bétail devra être réalisé au cours de la 3ème année de DIAPER II (1990-1991) conformément à la projection faite en Mars 1989 lors de la mission de programmation de la 2ème année.

Budget prévisionnel

- Carburant et entretien véhicule (supervision)	1.000.000
- Carburant mobylettes(340 f * 10 * 20 l * 12 mois)	816.000
- Entretien mobylette	300.000
- Fourniture de bureau	600.000
- Primes enquêteurs : 4.000 f * 30 * 12	1.440.000
- Perdiem superviseurs : 5.000 f * 3 * 40 j	600.000
- Perdiem chauffeurs : 1.500 f * 60 j	90.000
- Imprévus	154.000
TOTAL IV *	5.000.000

* : 500.000 F CFA sur reliquat DIAPER II, 2 et 4.500.000 F pour budget DIAPER II, 3

V RECENSEMENT DU CHEPTEL NATIONAL (OMBEVI)

Le recensement du cheptel sera achevé au cours de la 3ème année du projet. A cet effet, après avoir mobilisé 42.811.000 F CFA au titre de la 2ème, le reste du financement, soit 17.189.000 F CFA devra être programmé pour la 3ème année.

Ces fonds se répartissent comme suit:

- Personnel	9.600.000
- Fonctionnement	3.500.000
- Traitement informatique	2.500.000
- Imprévus	1.589.000

TOTAL V **17.189.000**

MALI : BUDGET PREVISIONNEL DIAPER II - 3ème Année (en francs CFA)

RECAPITULATIF

OPERATIONS	BUDGET II/3	RELIQUAT II/2	TOTAL
EAC (DNSI/DNA)	19.456.500	-	19.456.500
SICSE (DNE)	-	1.635.000	1.635.000
SMB (OMBEVI)	4.500.000	500.000	5.000.000
COORDINATION IER	2.000.000	-	2.000.000
 TOTAL	25.956.500	2.135.000	28.091.500
 RECENSEMENT CHEPTEL	17.189.000	42.811.000	60.000.000